



Hétérogénéité des Rendements de l'Éducation au Cameroun : Une Approche d'Estimation Considérant les biais de Sélection et d'Endogénéité

*Njifen Isofou et
Pemboura Aicha*

Juillet 2021 / No.743

Résumé

L'objectif de cette étude est de montrer que le taux des rendements à l'éducation n'est pas uniforme et que certaines personnes bénéficient le plus et d'autres le moins sur le marché du travail. Utilisant les données d'une enquête sur l'emploi et le secteur informel, l'étude des preuves d'hétérogénéité des rendements à l'éducation au Cameroun. En contrôlant tout biais de sélection attribuable aux choix endogènes du secteur d'emploi dans la transition école-travail et l'endogénéité potentielle de la variable éducation liée à l'hétérogénéité individuelle non-observée, nous avons utilisé la méthode des moindres carrés

ordinaires avec des erreurs standard robustes et la technique de régression quantile pour estimer la fonction de gains de Mincer.

Cette procédure d'estimation basée sur la fonction de contrôle est appropriée en vertu de la robustesse des instruments utilisés. Dans l'ensemble, l'étude a révélé que le taux de rendement moyen d'une année d'éducation supplémentaire était de 7,1 %. Les résultats du modèle de régression par quantile ont montré que les rendements de l'éducation différaient selon le quantile de gains considéré : ils étaient les plus élevés pour les travailleurs les mieux rémunérés et les plus faibles pour les travailleurs à revenu moyen. En outre, on a constaté que l'hétérogénéité individuelle inobservée réduisait le rendement de l'éducation. Le test de Wald pour l'égalité des coefficients a confirmé de manière significative l'hétérogénéité des rendements de l'éducation par quantile. Les résultats de l'étude ont de nombreuses implications en matière de politique socio-économique.

Introduction

Au cours des trois dernières décennies, l'économie de l'éducation a connu un renouveau des questions relatives au rendement de la scolarité. Grâce au développement de la micro-économétrie, les études empiriques sur les rendements de l'éducation se sont multipliées dans différents domaines. À cet égard, les études sur la croissance économique ont abordé la question du rôle de l'éducation dans la productivité et la croissance économique (Charlot, 1997; Hugon, 2005). Les chercheurs qui ont étudié l'inégalité et la pauvreté ont cherché à comprendre comment l'investissement dans l'éducation peut améliorer les revenus du pauvre (Arestoff & Sgard, 2012). D'autre part, les études qui ont analysé la question de la distribution optimale des ressources ont permis de déterminer les rendements attendus de l'investissement dans l'éducation, c'est-à-dire les gains salariaux qu'on peut obtenir sur le marché du travail à cause de leur scolarisation. Tant pour les individus que pour la société, les rendements de l'éducation restent au centre des discussions dans la littérature économique.

Les rendements privés de l'éducation ont fait l'objet de recherches dans plusieurs pays africains (Schultz, 2004). Bien qu'il n'y ait aucun doute sur la relation positive entre l'éducation et les salaires, la question de savoir si l'éducation affecte les gens différemment a reçu comparativement peu d'attention¹. D'un point de vue méthodologique, la majorité des études constituant cette littérature se concentrent sur la modélisation à la moyenne (Arestoff, 2001 ; Nga Ndjobo et al., 2011).

Elles ont été très critiquées, car cette approche fournit des informations essentielles, mais limitées (D'Haultfœuille & Givord, 2014). En effet, un revenu moyen ne renseigne

1 Voir Wang (2013).

pas sur la répartition inégale des revenus au sein d'une population. Par exemple, une année d'études supplémentaire profite à certaines personnes plus que d'autres sur le marché du travail.

La complémentarité entre l'éducation et l'aptitude chez les individus, fait que le rendement de la scolarité diffère dans la distribution des salaires. Si, par exemple, les personnes les plus aptes gagnent plus, cela peut s'expliquer par les rendements élevés au sommet de l'échelle des salaires. C'est pourquoi une estimation à la moyenne ouvre à la critique lorsque des valeurs aberrantes ou des données censurées sont prises en compte. Pour diverses raisons, de nombreuses études ont révélé les effets hétérogènes de l'éducation sur les salaires dans plusieurs pays africains (Mwabu & Schultz, 1996 ; Girma & Kedir, 2005 ; Fasih et al., 2012 ; Baye, 2015 ; Kavuma et al., 2015). Dans la théorie du capital humain, l'éducation est considérée comme un investissement dans un bien de consommation durable (Lemelin, 1998), qui améliore les capacités productives des travailleurs (Schultz, 1961). En supposant que la rémunération est égale à la productivité marginale, l'analyse néoclassique du taux de rendement de l'éducation ignore les problèmes de chômage pour se référer presque exclusivement au taux de salaire prévalant sur le marché du travail (Lemelin & Otis, 1978).

Le marché du travail ne s'ajuste pas instantanément ; il est affecté par l'existence, sinon la persistance, de situations de surplus ou de pénurie (imperfection) qui déterminent les rendements privés de l'éducation (Schultz, 2004). Dans une situation de pénurie, la sous-utilisation des compétences conduit à la dévalorisation du capital humain (Njifen, 2018). En effet, lorsque des travailleurs sous-utilisés travaillent moins d'heures qu'ils ne le souhaiteraient, ils gagnent moins. En outre, dans les pays en développement, les marchés non seulement imparfaits, mais la nature des contrats de travail interfère également de manière significative dans la relation entre la dotation en capital humain et rémunération. L'existence d'un vaste secteur informel qui contribue de manière significative à la création d'emplois influence grandement l'effet de l'éducation sur les salaires. Certains auteurs ont montré que les rendements de l'éducation dans le secteur formel sont plus élevés que ceux du secteur informel (Pradhan & van Soest, 1997).

Sur la base de certains faits stylisés, il est nécessaire de réaliser une étude de cas sur l'hétérogénéité des rendements privés de l'éducation dans le contexte camerounais. Tout d'abord, le niveau de sous-emploi et l'expansion du secteur informel sont susceptibles de générer des emplois faiblement rémunérés. En effet, au Cameroun, les emplois informels représentent 91 % du total des emplois, et le taux de sous-emploi est d'environ 70 %. Deuxièmement, la combinaison de la croissance démographique et du passage à l'enseignement primaire gratuit en 2001 a conduit à une augmentation massive du nombre total d'enfants scolarisés. Les taux nets de scolarisation aux niveaux primaire et secondaire sont passés

respectivement de 66 % et 14 % en 1980 à 92 % et 44 % en 2015² Enfin, le niveau et l'efficacité de la dépense publique affectée au secteur de l'éducation ne permettent pas de garantir la qualité de l'enseignement. Les dépenses non salariales en fournitures et installations scolaires ne représentent que 15 à 20 % des dépenses totales d'éducation (Banque mondiale [World Bank] 2017).

En même temps, la proportion d'enseignants du primaire rémunérés par les parents est passée de 25% en 2009 à 38 % en 2016. En outre, les réformes devenues nécessaires à la suite d'une augmentation significative du nombre d'étudiants au cours des trois dernières décennies ont entraîné une augmentation du nombre d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur privés. Quel que soit le nombre d'emplois disponibles, le nombre de diplômés par an a augmenté de façon spectaculaire.³ Dans ce contexte de déclin de l'employabilité, où le taux de pauvreté est d'environ 37,5 % en 2015 et le taux d'emploi vulnérable était de 73,6 % en 2010, il est judicieux de se demander si une année d'éducation supplémentaire génère les mêmes bénéfices pour tous les salariés sur le marché du travail. Sinon, qui profite le plus des rendements de l'éducation

L'objectif de la présente étude est d'analyser l'hétérogénéité des rendements privés de l'éducation en utilisant une approche d'estimation en présence de biais de sélection et d'endogénéité. Plus précisément, elle cherche à montrer que:

- la fréquence de la main-d'œuvre (in)occupée d'un autre ménage du voisinage détermine la participation d'un individu en tant que salarié sur le marché du travail ;
- la fréquence des travailleurs salariés d'un autre ménage détermine le choix du secteur d'emploi ;
- le niveau moyen d'éducation par ménage dans la zone de résidence des individus est un facteur déterminant de la demande d'éducation ;
- l'éducation profite davantage aux salariés les mieux payés qu'aux salariés les moins bien payés et le biais d'endogénéité de l'éducation lié à l'hétérogénéité individuelle inobservée diminue considérablement le rendement de l'éducation. Alors que les questions liées à la rentabilité de l'éducation ont été largement

2 Source : Institut des statistiques de l'UNESCO

3 L'étude de Njifen (2018) rapporte que, dans le secteur de l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants était passé de 213 en 1962 à 244 233 en 2011. Cette augmentation spectaculaire des effectifs a conduit à l'obtention de diplômes universitaires par 21 737 étudiants en 2005, 32 025 en 2008 et 53 138 en 2011.

étudiées, la présente étude est la première à considérer la question de la double sélection dans la participation au marché du travail. Elle est également la première à utiliser une "moyenne non auto-cluster" comme instrument potentiel dans le processus d'identification du modèle économétrique spécifié.

L'utilisation de ce type d'instrument est d'une pertinence avérée. Les variables "non-self-cluster mean", bien que rarement utilisées dans la littérature, constituent des instruments appropriés dans la mesure où, par définition, elles ne sont pas corrélées avec le terme d'erreur et sont fortement corrélées avec la variable instrumentée (Handa, 1996). Il s'agit de valeurs correspondant à une variable endogène (instrumentée) donnée, calculées comme une moyenne pour tous les autres ménages d'une communauté, c'est-à-dire sans le score du ménage de référence. Théoriquement, ces variables au niveau de la communauté, contrairement à celles au niveau individuel, satisfont généralement aux conditions d'exclusion et d'orthogonalité d'un bon instrument. Pour chaque analyse de régression effectuée, notamment relatif au modèle de sélection, le probit multinomial du choix du secteur d'emploi et la fonction de la demande d'éducation, une moyenne non-auto-cluster sera calculée.

Source des données

Les données utilisées dans la présente étude proviennent de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel réalisée en 2010 par l'Institut national de la statistique.⁴ Cette enquête est une opération statistique nationale réalisée en deux phases. La première phase concerne la collecte de données sur les conditions de travail, la distribution des salaires, les détails de l'emploi et le profil démographique des membres des ménages tandis que la seconde fournit des informations sur les unités informelles identifiées⁵ lors de la première. Le cadre d'échantillonnage utilisé provient du travail de cartographie effectué pour le troisième recensement national de la population et du logement en 2005. Cette enquête visait à appréhender les situations d'activité de la population active⁶ dans les trois principaux secteurs d'emploi (public,

4 National Institute of Statistics is the structure mandated to build up statistical database in Cameroon.

5 The concept of informal sector adopted here for this survey is that used for the 1993 national accounting system (which is a set of international standards aimed at establishing a framework to produce statistics for national accounts). The distinction between activity sectors depends on the nature of the firm, according to criteria related to issues of administrative registration and formal accounting procedures.

6 Selon les recommandations internationales, la population en âge de travailler est l'ensemble des individus âgés de 15 ans et plus.

privé et informel). Sur le plan géographique, cette enquête nationale fournit des informations sur les zones de recensement, les régions et la zone de résidence des individus.

D'un point de vue descriptif, la base de données fournit des informations complètes sur environ 38 599 individus, dont 50,23% de femmes et 49,77% d'hommes ; 41,3% des individus de la base de données appartenaient à la population active, dont 3,08% étaient des chômeurs (définition du OIT), et 1,32% des travailleurs découragés, tandis que 58% étaient des inactifs. En termes de zone de localisation, 57% résidaient dans des zones urbaines et 43% dans des zones rurales. En ce qui concerne la répartition entre les secteurs d'emploi, 35% d'entre eux étaient employés dans le secteur informel, 3,11% dans le secteur privé formel et 3,2% dans le secteur public. Selon le groupe d'âge, 21 490 individus étaient des jeunes (moins de 35 ans) et 12 820 des adultes (35 ans et plus). Les statistiques descriptives ont révélé que 71% des travailleurs étaient salariés et que certains d'entre eux avaient un double emploi. Le revenu mensuel moyen généré par l'emploi principal et/ou secondaire s'élevait à 75 215 francs CFA.

Le tableau 2 les points de percentile de la distribution des gains mensuels. Le percentile de la rémunération mensuelle, ou salaire, est la valeur de la rémunération mensuelle qui délimite le p% le plus bas de tous les salariés concernés, où p peut être une valeur entière de 1 à 99. Dans le tableau ci-dessus, la valeur de la rémunération mensuelle qui délimite les 25 % les plus bas des salariés considérés comme les moins bien payés était de 30 000 FCFA, tandis que la valeur de la rémunération qui délimite les 10 % supérieurs des salariés considérés comme les mieux payés était de 154 900 FCFA. Le salaire mensuel médian des salariés (le salaire du milieu qui est la moitié des travailleurs [50 %] en dessous de ce niveau) était de 43 000 FCFA ; ainsi, 50 % des salariés gagnaient moins de 43 000 FCFA. Le rapport interquartile montre que les 10 % de salariés les mieux payés gagnaient environ 6,7 fois plus que le salaire des 10 % de salariés les moins bien payés.

Tableau 2: Distribution des revenus salariaux par quantile

Nombre d'observations	Percentile	Gains
7 470	10e (D1)	23 022,03
7 470	25e (Q1)	30 000
7 470	50e (Q2)	43 000
7 470	75e (Q3)	99 000
7 470	90e (D9)	154 900
Rapport interquartile (Q3/Q1)	3,301	
Rapport interdéciles (D9/D1)	6,72	

Source: calcul des auteurs.

Conclusion et implications politiques

L'objectif de cette étude était d'analyser l'hétérogénéité des rendements de l'éducation au Cameroun. Pour l'atteindre, une approche consistant à estimer à la fois le taux moyen et le taux quantile des rendements d'une année d'éducation supplémentaire est utilisée. En particulier, l'étude recourt à l'estimateur des moindres carrés ordinaires. Habituellement, cette technique est entachée de nombreux problèmes économétriques, en particulier l'endogénéité potentielle de la variable éducation dans l'équation de salaire et le possible biais de sélection attribuable, non seulement à la participation au marché du travail, mais aussi au choix endogène du secteur d'emploi. Afin de contrôler de telles limitations, l'étude a estimé un modèle de gains augmenté de termes corrigés de la sélectivité et de l'endogénéité. En particulier, les estimations du modèle de régression quantile sont associées à des propriétés de robustesse qui rendent les résultats obtenus très pertinents. L'effet de l'hétérogénéité non observée sur les rendements de l'éducation a également été mesuré et un test de Wald post-estimation a été effectué pour confirmer la nature hétérogène des rendements de l'éducation au Cameroun.

Dans l'ensemble, l'étude a montré qu'il existe une corrélation positive entre les années d'études et les revenus mensuels. Le taux de rendement moyen d'une année d'éducation supplémentaire était de 7,1 %. Toutefois, ce résultat masque des disparités dans les rendements de l'éducation entre les catégories sociales : les salariés à faible revenu (travailleurs pauvres), les salariés à revenu moyen et les salariés à revenu élevé (travailleurs riches). L'analyse par quantile a révélé des effets différenciés de l'éducation dans la distribution des revenus.

Le taux de rendement de l'éducation s'est avéré augmenter du bas vers le haut. Il est de 6,8 % dans le premier quartile (25e percentile). De même, le taux de rendement d'une année supplémentaire d'études pour les travailleurs à revenu moyen, c'est-à-dire ceux dont le revenu est médian, était de 4,9 %. Il était de 7,9 % dans le troisième quartile (75e percentile). De toute évidence, entre le premier quartile (25e percentile) et le troisième (75e percentile), le taux a augmenté, passant de 6,8 % à 7,9 %. Et entre le premier quartile (25e percentile) et le neuvième décile (90e percentile), le taux de rendement a également augmenté, passant de 6,8 % à 9,6 %. Toutefois, l'éducation ne s'est pas avérée rentable pour les salariés situés au bas (1er décile) de la distribution des gains. Ce sont les travailleurs les mieux rémunérés qui ont le plus profité de leur investissement dans l'éducation. En outre, l'hétérogénéité individuelle non observée a réduit de manière significative le rendement de la scolarité.

En termes d'implications politiques, les résultats de l'analyse quantile sont très pertinents. Les rendements de l'éducation étant positifs, les familles peuvent réaliser un investissement efficace dans le capital humain de leurs enfants afin de

maximiser leur richesse. Il s'ensuit donc qu'il est toujours nécessaire de concentrer les investissements publics sur les pauvres. Pour réduire la pauvreté des ménages, il est nécessaire de réduire les inégalités d'accès à l'éducation. En moyenne, les ménages les plus pauvres ne scolarisent leurs enfants que jusqu'à l'école primaire, alors que les familles les plus riches peuvent se permettre de le faire jusqu'à l'enseignement supérieur.

Le développement de politiques éducatives et la mise en place d'incitations devraient permettre aux familles à faibles revenus d'investir dans l'éducation de leurs enfants, même à des niveaux plus élevés. Dans le cadre des politiques visant à promouvoir l'éducation, et donc à améliorer les revenus sur le marché du travail, il convient de mettre davantage l'accent sur les mesures visant à lutter contre les inégalités entre les sexes en termes de durée de l'éducation et sur celles visant à lutter contre les disparités géographiques (urbaines contre rurales) en matière d'accès à l'éducation. En d'autres termes, les décideurs devraient s'efforcer d'améliorer l'environnement éducatif et l'enseignement dans les zones rurales et, surtout, d'encourager l'éducation des filles.

En outre, ils devraient donner la priorité à la lutte contre la pauvreté en vue d'améliorer les conditions de vie des ménages, étant donné que l'environnement d'apprentissage que des parents éduqués peuvent offrir à leurs enfants influe sur le niveau d'éducation de ces derniers. Enfin, l'éducation aide les individus à s'adapter aux valeurs dominantes de la société. En retour, celles-ci entraînent une transformation sociale par la transmission de nouvelles valeurs sociétales.

La deuxième implication concerne le fonctionnement du marché du travail. L'éducation n'est pas valorisée chez les travailleurs les moins bien payés, dont la plupart se trouvent dans le secteur de l'emploi informel, où le niveau d'éducation n'est pas valorisé et où le rendement de l'éducation est plus faible que dans le secteur privé et le secteur public. L'amélioration de la rentabilité de l'éducation sur le marché du travail passe par la formalisation du secteur informel, qui est prédominant dans l'économie camerounaise (environ 91 %).

Références

- Amin, A.A. and W.J. Awung. 2005. "Economic analysis of private returns to investment in education in Cameroon". Regional Conference on Education in West Africa: Constraints and Opportunities. Dakar, Senegal.
- Arestoff, F. 2001. "Taux de rendement de l'éducation sur le marché du travail d'un pays en développement. Une analyse micro-économétrique". *Revue Economique*, 52(3) : 705-15.
- Arestoff, F. and J. Sgard. 2012. "Education, pauvreté, inégalités : Les relations économiques élémentaires. Ceriscope Pauvreté". *Sciences Po - CERI*, 1-13.
- Arrow K.J. 1973. "Higher education as a filter". *Journal of Public Economics*, 2 : 193-216.

- Baye, F.M. 2015. "Impact of education on inequality across the wage distribution profile in Cameroon: 2005-10". WIDER Working Paper No. 2015/014.
- Becker, G. 1964. *Human Capital: A Theoretical Analysis with Special Reference to Education*. New York: Columbia University Press.
- Charlot, B. 1997. *Du Rapport au Savoir*. Paris : Anthropos.
- D'Haultfoeuille, X. and P. Givord. 2014. "La régression quantile en pratique". *Economie et statistique*, 471: 87–111.
- Dickson, M. 2009. *The Causal Effect of Education on Wages Revisited*. IZA Discussion Paper No. 4419.
- Fasih, T., G. Kingdon, H.A Patrinos, C. Sakellariou and M. Soderbom. 2012. "Heterogeneous returns to education in the labor market". Policy Research Working Paper No. 6170. The World Bank Human Development Network Education Team.
- Girma, S. and A.M. Kedir. 2005. "Heterogeneity in returns to schooling: Econometric evidence from Ethiopia". *Journal of Development Studies*, 41(8): 1405–16.
- Griliches, Z. 1977. "Estimating the returns to schooling: Some econometric problems". *Econometrica*, 45(1): 1–22.
- Handa, S. 1996. "Expenditure behavior and children's welfare: An analysis of female headed households in Jamaica". *Journal of Development Economics*, 50: 165-87.
- Harmon, C., and I Walker. 2000. "The marginal and average returns to schooling in the UK". *European Economic Review*, 43(4–6): 879–87.
- Hugon, P. 2005. "La scolarisation et l'éducation: Facteurs de croissance ou catalyseurs du développement?". *Mondes en développement*, 4(132) : 13–28.
- Kavuma, S.N., O. Morrissey and R. Upward. 2015. "Private returns to education for wage-employees and the self-employed in Uganda". WIDER Working Paper No. 2015/021.
- Lemelin, C. 1984. "Interprétations de la corrélation éducation-revenu". *L'Actualité économique*, 60(2): 223–39.
- Lemelin, C. 1998. *L'économiste et l'éducation*. Presses de l'Université du Québec, Canada, 617pp.
- Lemelin, C. and J.C. Otis. 1978. "La théorie économique du choix de carrière: Une interprétation et une vérification empirique". 54(3): 337–54.
- Mincer, J. 1974. *Education, Experience and Earnings*. New York: Columbia University Press.
- Mwabu, G. and T.P Schultz. 1996. "Education returns across quantiles of the wage function: Alternative explanations for returns to education by race in South Africa". *American Economic Review*, 86(92): 335–39.
- Nga Ndjoko, P.M., D.B. Kamgnia and B.N. Epoh. 2011. "Une analyse empirique de la rentabilité privée de l'éducation au Cameroun. Estimation d'un modèle Tobit de type III structurel". *Revue africaine de recherche en éducation*, 3 : 50–58.
- Njifen, I. 2018. *Allocation des Ressources Humaines et Stratégies des Acteurs sur le Marché du Travail : Concept de Surqualification et Evidence Empirique au Cameroun*. Paris : L'Harmatan, 268pp.
- Njike Njikam, G.B., R.M. Lontchi Tchoffo and V. Fotzeu Mwaffo. 2005. "Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun". *Cahiers de la stratégie de l'emploi*, 5: 91.
- Okuwa, O.B. 2004. *Private Returns to Higher Education in Nigeria*. AERC Research Paper No. 139. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Pradhan, M.P. and A.H.O. van Soest. 1997. "Household labor supply in urban areas of Bolivia". *The Review of Economics and Statistics*, 79(2): 300–310."

- Schultz, T.P. 1988. "Schooling investments and returns". *Handbook of Development Economics*, 1: 543–630.
- Schultz, T.P. 2000. *Health and Schooling Investments in Africa*. Discussion Paper No. 549. Yale University Economic Growth Center, Yale.
- Schultz, T.P. 2003. *Evidence of Returns to Schooling in Africa from Household Surveys: Monitoring and Restructuring the Market for Education*. Discussion Paper No. 875. Yale University Economic Growth Center, Yale.
- Schultz, T.P. 2004. "Evidence of returns to schooling in Africa from household surveys: Monitoring and restructuring the market for education". *Journal of African Economies*, 13(2): 95–148.
- Schultz, T.W. 1961. "Investment in human capital". *American Economic Review*, 51: 1–17.
- Wambugu, A. 2002. "Real wages and returns to human capital in Kenya manufacturing firms". Scandinavian Working Papers in Economics (S-WoPEc) 75. Goteborg University, Department of Economics. Sweden.
- Zamo-Akono and R. Tsafack Nanfosso. 2013. "Private returns to education in urban Cameroon". *Business and Economic Research*, 3(2): 23–37.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org